



Fédération de Seine et Marne
264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15
mail : pct77@wanadoo.fr

INFO FEDE Seine et Marne

8 Avril 2013

Manifestation santé du 6 avril à Melun

Intervention extrait Daniel Guichard :

Formidable succès du rassemblement pour une alternative à la politique d'austérité menée par le gouver-

organisateurs, donc du Parti communiste français ainsi que de l'ensemble du front de gauche, à saluer et remercier, par leur présence, toutes les personnes, les

taux de Melun et celui de Fontainebleau, les élus : Michel Billout, sénateur, maire de Nangis ; les conseillères régionales, Charlotte Blandiot Faride (PCF), Fatna



SOMMAIRE

- P1 à P8

retour «en textes et en images» sur la manifestation pour la défense d'une santé pour tous, du 6 avril à Melun

AGENDA

- 9 avril : manifestation contre l'ANI
- 13 avril : Conseil National
- 16 avril : Meeting PCF à Paris avec Pierre Laurent

nement, notamment concernant les questions de santé. **300 personnes ont participé à ce rassemblement pour dire non à cette politique et qu'il est urgent d'en changer.**

Je tiens au nom des

organisations et formations politiques. Les organisations syndicales et notamment la CGT (*la FSU s'étend excuser car il y a en début d'après-midi une manifestation à Paris*). Les collectifs de défense des hôpitaux

Lazreg (EELV) ; Sylvie Fuchs maire de Roissy-en-Brie ; Jean Mitot, maire honoraire de Varennes-sur-seine et les maires-adjoints du département, Claude Godard, Alain Briard, Alain Masson, Roland Chuard,

Michel Le Gal, Olivier Copin..... et ceux qui se sont excusés retenus par leurs activités mais qui soutiennent cette initiative.

Avant de clore ce rassemblement je vais maintenant passer la parole à trois personnes. Tout d'abord à Michel Billout, sénateur de Seine-et-Marne et maire de Nangis qui est intervenu à de multiples reprises auprès de l'Agence Régionale de santé ainsi qu'auprès des ministres successifs de la santé, concernant les problèmes du département. A Valérie Petit-Lesage, secrétaire générale de l'union départementale CGT de Seine-et-Marne qui va nous faire partager le point de vue de son organisation. Et pour finir à Charlotte Blandiot-Faride, conseillère régionale d'Île-de-France qui nous

donnera des éléments de la rencontre qui a eu lieu avant-hier en préfecture avec le chef de cabinet de Mme la Préfète et un responsable de la Agence Régionale de Santé. La délégation était composée de (Charlotte Blandiot-Faride, Conseillère Régionale Ile-de-France – Gérard Salkowsky, Responsable santé Fédération du PCF de Seine-et-Marne et

de Jean Michel Meck, docteur en radiologie à l'hôpital de Fontainebleau)



Intervention de Michel Billout :

Cher amis, chers camarades
Nous le savons, le maintien des politiques libérales comme le développement d'une politique d'austérité par l'actuel gouvernement nuisent gravement à notre économie, au pouvoir d'achat des actifs comme des retraités, mais également à la santé, et tout particulièrement en Seine et Marne.
Depuis que je suis sénateur, je n'ai eu de cesse de dénoncer auprès des différents ministres de la santé qui se sont succédés les ravages de la privatisation de la santé et de m'opposer aux partenariats publics privés qui ont eu pour principale conséquence

de privatiser des pans entiers de l'hôpital public. Le 14 mai 2009, lors des débats concernant la loi « Hôpital, patients, santé et territoires », je dénonçais déjà les effets dramatiques de cette loi en illustrant mon propos par le cas du service de radiothérapie de l'hôpital de Lagny qui allait être privatisé, mais aussi par la fermeture des urgences à l'hôpital de Melun à partir de 17 h et tous les week-end, à l'époque.
Un véritable scandale sanitaire que j'avais souligné en questionnant et alertant à plusieurs reprises le gouvernement de l'époque, relevant le réel danger que cette déci-

sion faisait peser sur la sécurité sanitaire d'un bassin de vie de 300 000 habitants.
Cette logique libérale absurde avait même été à son comble avec, en septembre 2010, des fuites dans la presse régionale, révélant un document de travail de l'ARS qui prévoyait la suppression de la plupart des blocs ouverts pendant 24 heures en Ile-de-France au profit d'un seul par département. Et pour la Seine-et-Marne, seul l'hôpital de Meaux était alors envisagé comme « tête de pont ».
A cette époque, nous avons été nombreux à nous insurger contre cette hypothèse de

travail... j'avais interrogé le directeur de l'ARS pour savoir quel diagnostic de territoire avait été réalisé pour en arriver à une telle proposition ? Je m'étais même proposé pour participer à toute



initiative de l'ARS pour définir avec l'ensemble des acteurs départementaux, un projet sanitaire cohérent et efficace pour notre département. J'attends toujours sa réponse...

Dans le même esprit, j'avais interrogé le gouvernement et l'ARS sur sa décision de fermer le centre de Forcilles, à Férolles Attilly, alors que ce centre qui associe radiothérapie, chimiothérapie notamment pour les cancers de la sphère ORL, a acquis dans ce domaine une expérience exceptionnelle de 35 ans qui lui a conféré une réputation nationale et internationale. Il est par ailleurs très bien expertisé, du point de vue de la sécurité, par l'Agence de sûreté nucléaire. Comme dans bien des cas, cette décision

avait été prise sans concertation, sans analyse de besoins, sans prise en compte des malades qui sont parfois difficilement transportables, uniquement sur des principes comptables qui ne reposent que sur des dogmes. Elle a été cassée il ya peu par le tribunal administratif et la structure a été sauvée il y a quelques semaines.

Pour autant, toutes les batailles ne connaissent pas la même fin heureuse : à cause de cette politique, la Seine-et-Marne cumule les déficits en matière de santé publique et notre département ne dispose pas de CHU, pourtant indispensable pour l'attractivité du

personnel médical.

Le seul hôpital nouvellement construit est celui de Jossigny, en remplacement de celui de Lagny, et dans quelles conditions ?

C'est la question que j'ai posée à Marisol Touraine, ministre des Affaires Sociales et de la Santé le 20 février dernier, dénonçant le sous dimensionnement de cet établissement, connu de tous dès sa conception... pour demander le maintien des urgences hospitalières après 22h d'une façon continue à Jossigny et à Meaux comme c'était le cas auparavant, l'annulation de la privatisation du parking en exigeant que celui-ci soit public et gratuit et que soient maintenues les structures publiques de santé et de proxi-

mité sur l'actuel site de Lagny-sur-Marne.

Mais plus globalement, j'ai demandé à la ministre une action déterminée pour en finir avec la privatisation de la santé qui éloigne une partie de plus en plus importante de la population à l'accès aux soins, et s'inscrit en complète contradiction avec le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale présenté fin janvier par le gouvernement. Car c'est bien d'un changement radical de politique dont nous avons besoin, à commencer par l'abrogation de la loi HPST, et une autre répartition des richesses. C'est le sens de mon combat, au Sénat, avec mes collègues du groupe CRC.

L'argent existe pour réorientation de crédits pour donner les moyens nécessaires à la refondation d'un système de protection sociale universelle et solidaire : il y a des marges financières à retrouver dans les 172 milliards de niches fiscales et sociales, les milliards de la fraude et de l'évasion fiscales, sans oublier la mise en place d'une cotisation sociale sur les revenus financiers.

Au sénat comme à l'assemblée Nationale, vous pouvez compter sur les parlementaires communistes-Front de Gauche pour ne rien lâcher.

Je vous remercie

Intervention Valérie Petit Lesage :

Sous couvert de la crise, les gouvernements successifs, pour soit disant soutenir la croissance, ont exonéré les entreprises privées d'une partie de leurs obligations en termes de fiscalité et de sociales.

Aujourd'hui, pour équilibrer



le budget de l'état, des coupes sombres sont opérés dans les services publics. En annonçant de nouvelles restrictions dans les services publics, le gouvernement entend faire payer les ménages, creusant les inégalités d'accès aux soins sur notre territoire.

Aujourd'hui les hôpitaux sont gérés avec les mêmes objectifs financiers que les entreprises.

Les budgets doivent être équilibrés et les recettes sont issues de la tarification à l'acte (T2A), c'est les condamner à prescrire des actes (médicaux, examens, interventions chirurgicales) pour survivre et à creuser ainsi le déficit de la Sécurité Sociale.

La santé n'est pas une marchandise

LA CGT revendique et l'a réaffirmé lors de son dernier congrès de Mars à Toulouse, l'abandon de la T2A (Tarification à l'acte), et le retrait de la loi Bachelot.

Nous voulons des hôpitaux de plein exercice et 100% publics.

C'est en ce sens que la CGT de Seine et Marne exige le maintien et le développement des 8 hôpitaux Seine et Marnais.

A contrario Par mesure d'économie, l'Etat livre au privé des pans entiers des activités de santé.

Ainsi les patients sont contraints soit de payer des dépassements d'honoraires, soit de chercher des consultations publiques, souvent éloignées pour se faire soigner.

Dans les 2 cas, faute de trouver, c'est le patient qui paye soit en allant dans le privé et en payant des dépassements d'honoraires soit en abandonnant les soins.

Nous sommes donc rassemblé aujourd'hui pour garantir une offre de sante publique en réponse aux besoins des salariés, des retraités et des privés d'emploi, plus largement de la population.

L'augmentation de la durée de vie en France est une réalité, pourtant en seine et marne elle est la plus faible d'Ile de France, et cela avec une population en constante évolution.

L'offre de santé en Seine et Marne nécessite donc un service public de santé de proximité et 100% public pour en permettre l'accès à toutes et tous.

Cela passe par l'amélioration des conditions de travail dans les Hôpitaux, pour améliorer la qualité des soins :

Les restructurations, regroupements ou mutualisations de services ont pour effet de détériorer les conditions de travail des personnels.

Pour les agents c'est travailler plus, avec moins de moyens, donc une baisse de la qualité de soins.

De plus, la profession, du fait du blocage des salaires, compte un accroissement des démissions et des abandons de carrière.

Alors que le chômage touche près de 5 millions de personnes, former, embaucher sous statut et augmenter les salaires est indispensable pour l'avenir de la profession.

Nous exigeons :

- Un vaste plan d'embauches en réponse aux besoins,
- L'augmentation des salaires avec comme base de la grille indiciaire 1700€ brut,
- L'amélioration des conditions de travaille donc de soins.

Des solutions existent pour le financement, De l'argent, il y en a :

- 170 milliards d'€ d'exonérations sociales et fiscales pour les entreprises.
- 20 milliards de crédit d'im-

pôts « compétitivité » pour les entreprises du privé.

•La création de richesse pour le travail : 2000 milliards d'€ en 2011.

•**200 milliards** d'€ c'est le montant des dividendes versés aux actionnaires en 2011.

Pour finir

Je vous donne rendez vous mardi 9 avril à 14h à Montparnasse pour combattre la retranscription dans la loi de l'accord scélérat du 11 janvier dit de sécurisation de l'emploi qui s'il était appliqué engendrerai un recul sans précédent pour les salariés en facilitant les licenciements et en limitant leurs recours.

Faciliter les licenciements n'a jamais créer de l'emploi ni relancer l'économie nous voyons les ravages des politiques d'austérités en Europe et en France pour répondre à l'urgence sociale et aux 5 millions de chômeurs en augmentation de 1000 nouveaux demandeurs d'emplois par jours, aux 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté il est temps de prendre d'autres mesures. d'autres solutions existent passant par la relance de l'économie par la relance de la consommation et donc par

l'augmentation des salaires , des pensions et des minimas sociaux,

par l'emploi, par une véritable politique industrielle et de développement des services publics,

un autre partage et une autre utilisation des richesses créées par notre travail,

La crise nous en sommes pas responsable, ce n'est pas à nous de la payer,

La justice sociale c'est maintenant que nous l'exigeons a mardi !

Intervention Charlotte Blandiot Faride :

Madame, Monsieur,
Cher amis, cher camarades,
Je tiens tout d'abord à saluer cette initiative qui se tient dans notre département, devant ce bâtiment symbolique qu'est la préfecture, service de l'Etat.

collectifs, des syndicalistes, tous ensemble réunis sous un seul mot d'ordre « la santé n'est pas une marchandise, c'est un droit pour toutes et tous »

Je tiens à la saluer enfin, parce que cette initiative

remet la politique, au sens noble du terme, au cœur des préoccupations, puisque c'est elle seule qui peut décider d'un

changement que nous appelons inlassablement de nos souhaits.

Aussi à l'heure où la politique est salie pas des femmes et des hommes indignes ! Nous voulons opposer l'action citoyenne, nous

voulons imposer la justice sociale, le droit, les droits fondamentaux, nous demandons le respect de chacun.

Dés lors, la santé, le droit à la santé, l'accès à l'offre de soins, les politiques nationales de santé publique, la sécurité sociale sont les maîtres mots de nos revendications pour toutes et tous.

Depuis longtemps, les communistes portent l'exigence de la santé pour tous. Singulièrement dans notre département, nous avons été à l'initiative, je pense notamment aux assises départementales de la santé et en ma qualité de conseillère régionale, je pense également à la demande du front de gauche de la mise en place d'assises régionale en Ile de France.

C'est dire, que si ce débat est sur la place publique c'est que nous y avons contribué avec je ne sais combien de réunions publiques du Nord



Je veux la saluer à plusieurs titres, car elle est ouverte à toutes celles et ceux qui luttent, qui résistent, qui œuvrent pour l'humain d'abord. Je tiens à la saluer car ici sont réunis des élus, des militants, des associatifs, des

au Sud de ce grand département de Seine et Marne, et dernièrement avec cet appel à la mobilisation de ce matin, nous avons voulu interpeler la plus haute autorité de Seine et Marne, en l'occurrence Mme la Préfète. Aussi, nous pouvons tout d'abord, nous satisfaire de l'écoute attentive faites à nos revendications et de la reconnaissance de notre mobilisation. **Puisqu'un rendez**

des problématiques de notre secteur.

Mais pour faire court et aller à l'essentiel. Nous avons rappelé la spécificité de notre département : sa taille, son dynamisme démographique et en parallèle son déficit d'offres de soins de premier recours et de structures hospitalières. Nous avons également fait échos aux différents indicateurs de santé des Seine-et-Marnais

sous prétexte de performance économique. Mais je pense que Valérie Lesage, nous en parlera plus longuement.

Plus localement, nous avons parlé du problème de la psychiatrie dans notre département. Ils nous ont repris en disant il n'y a pas aucune place il y en a 30 ... pour 1 millions 300 000 habitants, c'est un ratio qui laisse sans voix.



vous nous a été fixé jeudi dernier à la préfecture de Seine et Marne en présence du directeur de cabinet de la Préfète, et du directeur départemental de l'Agence Régionale de Santé 77.

Je pense qu'il ne faut pas minimiser cette étape et cette reconnaissance.

Nous étions donc trois personnes reçues : **Gérard Sal-kowsky**, responsable santé du PCF 77, le **Docteur Jean Michel Meck**, radiologue à l'hôpital de Fontainebleau et membre du collectif de défense de santé et moi-même. Ce rendez vous à durer 1h30. Il aurait pu être bien plus long étant donné la liste des questions, des manques et

qui sont des plus inquiétants et en tous les cas les plus mauvais de la région : suicides, cancers, mortalité infantile. Nous avons aussi fait part de la difficulté d'accessibilité des EPADH et leurs coûts prohibitifs pour un trop grand nombre de nos concitoyens.

Nous avons déploré l'inexistence d'une filière universitaire dans notre département qui permettrait de former des personnels sur notre territoire.

Enfin, comment ne pas parler de la situation des personnels, dont la presse se fait souvent l'écho, dont les conditions de travail se sont vues nettement dégradées

Sur la question des EPADH, leurs coût, l'exigence d'en voir une construite à Champagne-sur-Seine, d'avoir des établissements qui restent publics comme à Lagny. Les réponses sont évasives, où là encore on nous dit on ne peut maîtriser l'initiative privée. A Lagny, il y a un appel à projet, aussi nous avons rappelé notre exigence d'une maîtrise publique.

D'autres exemples. Sur l'hôpital de Fontainebleau, nous nous sommes félicités que le projet de PPP ait été repoussé ! Preuve que la mobilisation paie !

Pour autant sont à l'étude des projets médicaux communs des 4 hôpitaux du sud

et 4 du Nord. Je crois qu'il nous faudra être très vigilant sur le contenu de ces projets, veillez à ce que la démocratie puisse s'exercer dans ces discussions, dans leurs constructions avec tous les acteurs locaux.

Sur la question des structures de 1er recours et de la désertification. Nous avons fait connaître notre souhait de voir s'implanter des centres de santé qui répondent aux besoins des habitants, que leur statut public permette le tiers payant et qui en plus réponde aux exigences de jeunes médecins de leur volonté de travailler collectivement. Sur ces questions, nous serions dans la même impasse du manque de moyen, qui construit, qui a la compétence, qui paie ? Si la loi a permis la création de ces entités, il n'y a aucun moyen donner pour leur concrétisation... meilleure façon pour dire que ça ne marche pas et que la solution réside, comme certain le pense, dans la télé-médecine ! on croit rêver !!!

Nous avons aussi évoqué l'Hôpital de Jossigny et le constat d'échec disons le

aussi pour les patients de cet équipement qui est par endroit inadapté à la demande et qui souffre de manques de moyens humains. Là on nous a répondu qu'une mise en route était toujours problématique, qu'il ne fallait pas se faire de souci ! puis au fil de la discussion il a laissé entendre qu'il avait aussi fallu absorber le déficit de l'hôpital de Lagny, ce qui a contraint le budget de Jossigny, puis qu'en fait il n'avait pas la preuve que l'organisation proposée à Jossigny était pas bonne. Je pense que ça va faire dresser les cheveux des personnels de Jossigny, s'il y en a parmi nous !

Quand nous lui avons dit la santé ne peut pas se calculer en terme financier... Il nous a dit mais si nous ne sommes pas des gestionnaires demain nous serons comme la Grèce !! sans commentaires...

Comment dire d'un côté qu'il partage notre constat de carence, mais qu'en même temps il serait déraisonner de dépenser beaucoup au risque de faire « bankrupte »

Et bien il y aussi la solution d'aller chercher les moyens là où ils sont ! car lorsque l'on produit autant de richesses que la France en produit, lorsque nos plus grandes entreprises font chaque année des résultats record pour les actionnaires...

Définitivement, *il faut qu'on arrête de nous faire*

prendre des vessies pour des lanternes !

Une meilleure redistribution, n'est pas la clef ?

Si on s'attache un peu à re-



garder le sens de leurs réponses....

Et bien premièrement, ils partagent très largement notre constat (à quelques nuances près).

Oui les indicateurs sont mauvais, oui le territoire a un mauvais maillage ; oui la désertification des personnels soignants est inquiétants.

Alors si le constat et le même, pourquoi ce manque d'actions ambitieuses ?

La réponse est sans appel : le cadre législatif, autrement dit la loi HPST, est un carcan qui ne nous permet pas d'agir pour changer de cap. D'autre part le manque cruel de moyens, nous paralyse.

Alors, Messieurs, si nous comprenons bien, vous nous demander de faire de la politique, d'interpeler les députés, de continuer d'agir pour :

-L'abrogation de la loi HPST

-Pour la mise en place de moyens nécessaires

-Pour la reprise en main par l'Etat pour maillage de terri-



pour les personnels mais

toires pour tendre à l'égalité de traitement.

En un mot, de stopper les politiques d'austérités... Et bien, c'est notre combat quotidien.

Vous nous rappeler que les clefs de résolution étaient aux mains du législateur.

Vous nous engager donc à faire de la politique ! Pas de problème le front de gauche est là pour cela et dans notre programme partagé nous avons des propositions concrètes pour la santé, la sécurité sociale et aussi des manières de financer.

Sauf qu'aujourd'hui ça ne passe pas. Nous l'avons vu lors de la proposition des députés communistes de la loi de financement de la sécurité sociale !

Le pouvoir en place n'a pas décidé de s'attaquer à la finance, aux lobbies des grandes entreprises, le Président n'a pas décidé de rompre avec le libéralisme.

Du coup impossible de ménager la chèvre et le chou ! Monsieur Hollande il faut

choisir : C'est Angela et Parisot ou c'est la grande majorité du peuple français qui attend que ça change !

Cette rencontre, ce rassemblement est un pas de plus dans notre bataille ! Il nous faut passer un cran au dessus et interpeler celles et ceux qui sont en poste et ont pouvoir de proposer une nouvelle loi pour la santé en France !

Mesdames, Messieurs les Députés, Mesdames, Messieurs les sénateurs, Madame la Ministre, Monsieur le Président, il y a **urgence** de s'atteler aux questions de la santé !

Urgence d'engager pour la première fois dans ce quin-

quennat une mesure qui change la vie en bien !

Sarkozy nous avait déjà prouvé que l'austérité n'était pas la solution ! Ne persistez pas ! Courage !

Soyez de gauche ! Soyez porteurs de valeurs qui nous sont si chers de services publics, d'égalité de fraternité. Nous serons dans la rue mardi contre l'ANI et le 5 mai pour la 6ème république.

Je vous remercie de votre attention



Suite et fin du rassemblement : Daniel Guichard

Donc encore une fois merci à toutes et tous, à très bientôt pour d'autres actions.

La première aura lieu dans trois jours, **mardi prochain 9 avril** en participant nombreux à la manifestation syndicale à Paris de Montparnasse à l'Assemblée Nationale pour dénoncer l'accord

destructeur des droits des salariés et du code du travail, *le fameux accord national interprofessionnel*, contre lequel les députés communistes et du front de gauche luttent d'arrache-pied depuis 7 jours à l'Assemblée Nationale, le combat parlementaire se poursuit et va s'amplifier, il débute au sénat le mercredi 17 avril.

**Bon retour
à
toutes et tous**

Mobilisons nous le 9 avril à Paris

ANI



EMPÊCHONS LE MEDEF DE FAIRE LA LOI



**Rendez-vous militants du PCF/FdeG :
Métro Saint François Xavier à 13h30
avec Pierre Laurent et nos parlementaires**

L'accord MEDEF, c'est la précarité pour tous !

L'Accord National Interprofessionnel qui est débattu en ce moment à l'Assemblée Nationale pour être transposé dans la loi est une régression sociale. Il « sécurise » les intérêts des employeurs et de leur droit de licencier plus facilement.

Il réintroduit les accords « compétitivité emplois » défendus par Nicolas Sarkozy : un « accord de maintien dans l'emploi » signé par des syndicats donnerait le droit au patron d'une entreprise d'exiger des salariés qu'ils baissent leurs salaires et/ou travaillent plus longtemps, en échange d'une

vague promesse de ne pas supprimer d'emplois. Un salarié ne pourrait plus s'y opposer et pourrait être licencié sans possibilité de saisir les prud'hommes.

Une politique alternative est possible

Contrairement à ce que répètent Laurence Parisot, la patronne du MEDEF et le gouvernement Ayrault, le problème, ce n'est pas le coût du travail, c'est le coût du capital et la domination de la finance.

Le Front de gauche porte d'autres propositions pour défendre l'emploi, combattre la précarité, répartir le travail et faire reculer le chômage :

Les députés de gauche ne doivent pas voter l'ANI !

Les parlementaires du Front de Gauche à l'Assemblée nationale et au Sénat ont engagé une bataille sans concession pour empêcher cette régression.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement. Il interpelle solennellement les parlementaires PS, EELV et leurs alliés pour qu'ils ne retranscrivent pas ce texte en loi : ils n'ont pas été élus en juin dernier pour faire la politique du Medef ! Qu'ils n'écourent pas ceux qui contestent la primauté du parlement : c'est à eux qu'il appartient de faire la loi. Pas au Medef !

Meeting régional avec Pierre Laurent A Paris le 16 avril à 19h au gymnase Jaurès (métro Laumière)

A l'initiative du Parti Communiste Français, ce meeting placera la bataille contre l'ANI dans la campagne contre les politiques d'austérité, et la marche du 5 mai pour une 6ème république

Pierre Laurent s'exprimera sur la politique gouvernementale et la place du Front de gauche et du PCF dans la situation politique actuelle.

Matériels de communication :

tracts, affiches, pétitions, 4 pages supplément Huma disponible à la fédération à partir de mercredi matin 10 avril -

venez chercher votre matériel. SVP

proposées par le Président de la République sont nécessaires mais ridicules face à l'engouement.
Pour les communistes, c'est clair : il n'y aura pas de rétablissement de la confiance perdue sans qu'elle soient confiés des pouvoirs directs aux citoyens comme aux salariés. Le changement véritable est à cette condition.
Alors que les mots sont en passe de perdre toute valeur, l'heure est aux actes les plus forts pour inscrire la transparence et la justice au cœur de notre démocratie.

Crise économique, politique et démocratique
**Grande marche citoyenne
pour une 6ème République**
Paris, Dimanche 5 mai 2013



PENDANT CE TEMPS

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

...les députés de gauche

ont voté contre l'ANI

et ont demandé l'abandon

de ce texte.

C'est un message clair

à l'Assemblée nationale

et au gouvernement

pour leur dire que

le peuple français

ne veut pas de l'ANI

et qu'il exige une

politique alternative

à la fois sociale et

écologique.

Le Front de gauche

appelle à se mobiliser

massivement pour

empêcher l'adoption

de ce texte.

Le Front de gauche

appelle à se mobiliser

massivement pour

empêcher l'adoption

de ce texte.

Le Front de gauche

appelle à se mobiliser

massivement pour

empêcher l'adoption

de ce texte.

LA RÉPUBLIQUE ASPHYXÉE
Vite, de l'air !

L'un des ministres les plus influents du gouvernement vient d'être emporté par un scandale politique-financier dont personne ne mesure encore la portée. Chaque jour apportant son lot de mensonges, de nouvelles suppositions, de révélations. L'atmosphère qui règne dans le pays est devenue pestilentielle. Entre écoulement et colère, la République au bord de l'asphyxie a besoin de vent dans la vérité, du vent vil de la révolte contre le fric, l'arrogance et le mensonge dont Jérôme Cahuzac est devenu le symbole.

Mes frères d'arme policiers, la loi, applicable avec les mêmes critères à tous, doit être appliquée à tous. C'est la seule façon de restaurer la confiance et de faire passer la justice au cœur de notre démocratie.

De quoi Cahuzac est-il le nom ?

Les adhérents et cotisants d'extrême gauche ont voté contre l'ANI et ont demandé l'abandon de ce texte.

C'est un message clair à l'Assemblée nationale et au gouvernement pour leur dire que le peuple français ne veut pas de l'ANI et qu'il exige une politique alternative à la fois sociale et écologique.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

Le Front de gauche appelle à se mobiliser massivement pour empêcher l'adoption de ce texte.

